

L'argent commence-t-il à vieillir ?

Bernhard Steiner

Les banques centrales veulent introduire des intérêts négatifs. Qu'y a-t-il derrière cette évolution ?

Quelques banques centrales, celles du Danemark et de la Suisse, ont introduit des intérêts négatifs, et de plus quelques instituts allemands. Il était aussi à lire que la « FED » — la banque centrale des USA — prend aussi en considération un tel pas. La cause en est assurément à voir dans le fait qu'il y a trop d'argent en circulation — une richesse plus grande d'une part, un endettement élevé de l'autre —, ce qui mène à trop peu de havre sûr pour parquer l'argent sans perte. Des domaines monétaires passant pour sûrs n'ont plus aucun intérêt à absorber du capital, d'où un « intérêt punitif ».

Contre les intérêts

Les intérêts sont en eux-mêmes un paradoxe : au moyen de leur mécanisme l'argent s'écoule de ceux, qui ont besoin d'argent — et qui en ont peu — vers ceux qui en ont assez, voire trop. L'histoire de la sainte famille commence déjà par un « recensement » du *census* romain, d'où provint par la suite le mot allemand pour intérêt *Zins*. Quoiqu'elle fut prohibée par de nombreuses communautés religieuses, la levée d'intérêts s'est imposée de plus en plus durant ces deux derniers millénaires. Aujourd'hui cela semble aller de soi : qui veut prêter de l'argent doit en retirer des émoluments, de l'intérêt. Aristote déjà se prononça contre les intérêts et les considérait pour de l'usure. Plus tard, ce fut Thomas d'Aquin qui fonda par des arguments, l'interdiction des intérêts de l'Église catholique.

Steiner se trouvait aussi dans cette position : « Il y a aujourd'hui quelque chose d'extrêmement antinaturel dans l'ordre social, cela consiste dans le fait que l'argent augmente, quand simplement on en a. On le dépose en banque et on en reçoit un intérêt.¹ » Cela devra changer à l'avenir : « Car c'est l'effet réel qui interviendra, à savoir, que l'argent ne se multiplie pas, mais au contraire il se réduit. »

Au sujet de cette déclaration, Steiner devint plus précis dans le *Cours d'économie politique*, à savoir que sa valeur doit baisser avec le temps². Ceci n'exclut pas que celui qui veut maintenir la valeur de l'argent, puisse le déposer avec un intérêt dans une entreprise sensée. Quoiqu'il en soit, lorsqu'il n'en fait rien et qu'il « en a simplement », comme dit Steiner, sa valeur s'amoindrit.

Contexte actuel

Si aujourd'hui les intérêts tombent si bas qu'ils en deviennent négatifs (c'est-à-dire lorsque l'inflation est plus élevée que l'intérêt) et que certaines banques lèvent aussi des intérêts nominaux négatifs, alors quelque chose en vient à compter de ce qui se trouve dans la nature : à savoir que l'argent — plus exactement — ne peut pas simplement seulement croître. Steiner disait : L'effet réel interviendra, à savoir que l'argent ne se multiplie pas, mais au contraire il se réduit ».

Il est vrai que les intérêts négatifs que nous avons aujourd'hui, sont à voir dans un contexte plus vaste. Ce n'est pas un discernement tardif de s'apercevoir qu'il n'est pas sensé que l'argent s'écoule de ceux qui en ont peu à ceux qui en ont assez. Un autre mécanisme intervient aujourd'hui. En dehors des intérêts, il existe une autre augmentation de l'argent : au moyen des actions traitées en bourse, des participations aux fonds, des emprunts d'états, etc. Jusqu'à présent on observait qu'avec toute baisse d'intérêts, les valeurs en bourse augmentent. Pourquoi ? « Les dividendes sont les nouveaux intérêts » est un slogan connu de ceux qui cherchent un placement de fonds, car lorsque les intérêts diminuent, l'argent peut être absorbé par des buts spéculatifs, ce qui à son tour fait monter les valeurs en bourse et les demandes en emprunts d'état. En conséquence, il y a une interdépendance entre les intérêts et les gains en bourse. Un *crash* boursier serait alors autant qu'avoir une « dividende négative ». Dans ces dernières années, les banques centrales ont violemment aidé, par la création d'argent, à mettre toujours plus d'argent en circulation — dernièrement aussi pour donner l'illusion d'une bonne croissance dans les domaines monétaires en concurrence avec leurs bourses. Récemment, la BCE commença son rachat d'emprunts d'état de 60 milliards d'Euros par mois. Ceci est à voir en rapport avec l'union monétaire et la crise d'endettements de quelques économies sud-européennes. Puisqu'il y avait trop d'argent, il fallait de nouvelles possibilités d'investissements et de placements, en particulier dans ces pays-là qui n'avaient aucune industrie.

Le cas de la Grèce

Il devient évident, à l'exemple grec, que la pression pour l'acceptation de la Grèce dans l'Union monétaire provient de ceux qui voulaient placer des capitaux. On sait qu'à l'occasion, la banque d'investissement *Goldmann Sachs* a hautement contribué à falsifier les comptes pour rendre possible l'entrée de la Grèce dans l'Union monétaire. Un détail piquant c'est que le chef de la BCE, Mario Draghi, était justement le vice-président de cette entreprise en 2004-2005, laquelle rendit possible cette tricherie. Lorsqu'à présent, certains politiciens allemands exigent l'interruption des traités, selon la devise : « *pacta sunt servanda* », on passe sous silence le fait que ces traités ont été établis d'une manière frauduleuse.

L'actuelle absence de véracité a de la méthode, car elle est une tentative désespérée d'exiger encore ensuite des intérêts, ou selon le cas des dividendes, alors que cela n'est plus possible depuis longtemps. Les gains sur des emprunts d'état ne sont aucune réalité ! Des experts comptent avec cela que des intérêts négatifs s'imposeront de plus en plus à l'avenir. Si l'on devait en venir à une réduction de dettes pour des pays comme la Grèce — comme tout l'indique — cela équivaldrait à une « dividende négative » — car l'argent ne peut justement pas s'accroître « quand simplement on en a ».

¹ 30 novembre 1918, GA 186.

² « *Cours d'économie politique*, GA 340, 12^{ème} conférence.

